

Nous tenons à dire qu'il est absolument inadmissible et déplacé, que lors du dernier CSEC la direction ait quitté la séance sans entendre les déclarations des syndicats, qui sont là pour faire entendre la voix des salariés.

Nous tenons donc à faire notre déclaration du CSEC du 9 avril avant l'intervention de Mr TOUJAS.

Depuis le début de l'épidémie de COVID-19, FO constate que la direction a de graves difficultés à gérer cette crise, avec des mesures qui changent trop régulièrement pour en assurer une application efficace.

En effet, les mesures d'hygiène et de sécurité ont été mises en place trop tardivement, alors que l'épidémie en Chine a débuté en décembre et que la France avait déjà des cas de COVID-19 le 24 janvier. Avec l'expérience de la pandémie du H1N1 de 2009, l'EFS aurait dû avoir la capacité de mettre en place les mêmes mesures, afin d'assurer la sécurité et la santé du personnel, comme celles des donneurs.

Mais cela n'a malheureusement pas été le cas. Bien au contraire, les directives sont changées régulièrement, notamment pour le port des masques, après des semaines de confinement. De plus, les personnels de prélèvement n'ont absolument pas le temps de prendre connaissance des dernières mesures de sécurité avant de prendre leur poste. Pourquoi l'EFS a-t-il manqué de réactivité concernant nos stocks de masques et de gel hydroalcoolique ?

Du fait de ces mesures d'hygiène et de sécurité tardives, le personnel craint pour sa santé. Mais malgré cela, il reste mobilisé pour assurer le service public. Vous pouvez être fier d'avoir du personnel aussi engagé, et j'espère que vous répondrez favorablement à notre demande de reconnaissance salariale.

Nous constatons également que le manque de dialogue social, déjà dénoncé par FO, s'est accentué. Heureusement, l'accord COVID-19, signé rapidement par les OSR, a permis d'obtenir une base de dialogue social au niveau des DSC. FO a donc pu porter les revendications du personnel, durant les réunions prévues toutes les semaines avec la Direction nationale. Mais cela n'efface pas l'absence d'information et de consultation des élus des CSE et CSEC sur les mesures prises par la direction, en termes de réorganisation des services et de sécurisation du personnel.

Les réunions du CSEC confirment cela, avec trop peu de documents nous permettant d'évaluer la situation de l'EFS face à cette crise. Les bases des PCA régionaux ne sont toujours pas finalisées à ce stade de l'épidémie. La révision des Documents Uniques n'a toujours pas été réalisée, donnant l'impression qu'aucune évaluation des nouveaux risques n'a été analysée par la Direction.

Nous espérons que l'EFS sera plus réactif lors de la prochaine pandémie, qui arrivera forcément dans l'avenir, du fait de la mondialisation des marchés et du développement du tourisme.